

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont - ZA la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORAMINE

ZI de Senlis
2 avenue Etienne Audibert - BP 90034
60302 Senlis

Références : IC-R/110/26-JC/SF
Code AIOT : 0005107615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement CORAMINE implanté ZI de Senlis 2 avenue Etienne Audibert - BP 90034 60302 Senlis. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORAMINE
- ZI de Senlis 2 avenue Etienne Audibert - BP 90034 60302 Senlis
- Code AIOT : 0005107615
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Coramine est une société du groupe Saint Gobain dont Placoplâtre est le principal actionnaire. Elle fabrique des cloisons de bureaux à partir de plaques de plâtre, sur lesquelles sont encollées des revêtements muraux.

Les lignes de production sont les suivantes : 1 ligne d'encollage, 1 scie verticale et 1 ligne d'usinage bois réformée et démontée. Cette société est soumise à enregistrement depuis la modification de la rubrique 2940 daté du 12 mai 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.2.4	Sans objet
4	Système de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.3.4	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.4.1.V	Sans objet
6	Vérifications périodiques et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.5.3	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté les non-conformités (faits significatifs) suivantes :

- l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet l'évolution de sa situation administrative ;
- l'installation de désenfumage n'est pas entièrement maintenue en état de fonctionnement ;
- l'installation de désenfumage n'est pas conforme.

L'inspection propose une mise en demeure demandant à l'exploitant le retour à la conformité.

Par ailleurs, les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes. L'exploitant dispose des moyens permettant la gestion des eaux d'extinction d'incendie et des déversements accidentels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité totale
2940.2-a	A	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 	<p>- une ligne principale et une ligne secondaire : les deux lignes fonctionnent en alternance</p> <p>Collage par enduction : 750 kg/jour</p>	750 kg/jour

		<p>les rubriques 2445 et 2450 , - des activités de revêtements sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité c o u v e r t e explicitement par une autre rubrique.</p> <p>2, Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction). Si la q u a n t i t é maximale de p r o d u i t s susceptibles d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j (A)</p>		
2663.2	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs	Cuve de colle de 30m ³ Revêtements vinyles (MP) : 140 m ³ Revêtements vinyles (PF) : 20 m ³ Emballages	211 m ³

		<p>matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3) supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ (D)</p>	<p>Supports en bois aggloméré (MP) : 500 m³</p> <p>Supports en bois agglomérés (PF) : 345 m³</p> <p>Stockage tampon de palettes en bois : 75 m³</p>	920 m ³
2925	NC	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D)</p>	1 poste de charge d'une puissance de 7 kW	7 kW

2410	NC	<p>Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues</p> <p>La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant :</p> <p>2. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	<p>Scie verticale de 5,5kW Aspiration de 5,5kW Plaqueuse de chants de 4,5 kW</p>	15,5 kW
------	----	--	--	---------

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Constats :

Le site est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014. Ce dernier classe l'installation de collage par enduction, sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique ICPE 2940.2.a.

La nomenclature ICPE ayant changé, le régime d'autorisation n'existe plus pour la rubrique ICPE 2940. Elle est actuellement soumise soit au régime de l'enregistrement, soit au régime de la déclaration contrôlée.

L'exploitant ne dispose plus que d'une seule ligne de production. Il indique :

- la seconde ligne a été mise en place pour un produit spécifique qui n'a pas marché (très peu vendu) ;
- la seconde ligne a été démontée le 29 octobre 2020 (preuve documentaire transmise à l'inspection : facture) ;
- la capacité maximale de production serait identique, liée à la capacité d'encollage de la ligne principale, toujours en activité ;
- les volumes de production ont été divisés par deux, entre 2019 et aujourd'hui ;

- de février à mars 2026, la moyenne de colle consommée par la ligne de production est de 450 kg/jour de fabrication (ce qui est inférieur au maximum autorisé de 750 kg/jour).

L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet ces modifications afin de régulariser sa situation administrative. Ce constat a déjà été fait lors de la précédente inspection le 25 juillet 2023.

Non-conformité n° 1 (fait significatif) : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, les modifications de sa situation administrative. Ceci constitue une non-conformité relevant de l'article R181-46 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : L'inspection propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure demandant à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet l'évolution de sa situation administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification de son installation de désenfumage, réalisé par Desautel le 16 décembre 2025 (rapport n° 3965100-001).

Le site dispose du découpage suivant pour le désenfumage :

- une première cellule divisée en 3 cantons pour le bâtiment principal ;
- une seconde cellule avec un seul canton pour l'extension du bâtiment principal.

Le rapport fait état des remarques suivantes :

- le canton 3 de la cellule 1 n'est pas fonctionnel à l'ouverture ;
- les cartouches de déclenchement du désenfumage sont installées depuis plus de 10 ans, et nécessitent leur remplacement ;
- l'armoire de déclenchement du désenfumage de la cellule 1 n'est pas près d'une issue de secours.

L'inspection a constaté lors de la visite :

- les écrans de cantonnement séparant les 3 cantons dans le bâtiment principal ;
- les skydômes de désenfumages par échantillonnage ;
- l'ensemble des commandes de désenfumage.

Par courriel du 2 avril 2026, l'exploitant :

- indique qu'en vérifiant la surface utile d'ouverture des ouvrants, il a découvert qu'elle ne représente environ que 1,5 % de la surface au sol des bâtiments, ce qui ne correspond pas au dossier d'origine. Cette surface est inférieure au 2 % minimum prescrit.
- propose un plan d'action visant à atteindre un niveau de couverture en système de désenfumage supérieur au seuil de 2 % de la surface géométrique de toiture, dans un délai estimé à neuf mois ;
- fournit un devis n° C10006088/1 de Eurofeu pour un audit et une remise en conformité du désenfumage.

Non-conformité n° 2 (fait significatif) : le système de désenfumage n'est pas maintenu en état. Il n'est pas entièrement fonctionnel, et des cartouches de déclenchement nécessitent leur remplacement. Cette non-conformité relève de l'article 4.15 de l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Non-conformité n° 3 (fait significatif) : les installations de désenfumage ne sont pas conformes. Elles ne représentent pas le minimum de 2 % de la surface au sol du local. Les commandes du

désenfumage de la cellule 1 ne sont pas accessibles (pas à côté d'une issue de secours).

L'exploitant ne dispose pas de plan ou schéma permettant de localiser les ouvrants, les systèmes de déclenchement du désenfumage, et la répartition des ouvrants par canton. Ce document permet aux pompiers de déclencher les bons cantons de désenfumage en fonction de l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : L'inspection propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure mise en demeure demandant à l'exploitant de :

- rendre ses installations de désenfumage entièrement fonctionnelles ;
- disposer d'une installation de désenfumage conforme, dont la surface utile d'ouverture des ouvrants représente au moins 2 % de la surface au sol, et dont les commandes sont accessibles (à côté d'une issue de secours).

L'inspection demande d'afficher un plan/schéma au niveau de chaque système de déclenchement du désenfumage, qui permet d'identifier les ouvrants déclenchés par canton.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1,
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en

mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage,

- le cas échéant, d'un dispositif d'extinction automatique,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

L'exploitant réalise un plan d'intervention en collaboration avec le centre de secours. Ce plan d'intervention est soumis au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS) pour avis.

Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté. Il est régulièrement mis à jour, au minimum tous les 5 ans, et transmis au SDIS et à l'inspection des installations classées à chaque mise à jour.

Constats :

Le site dispose de moyens de communication pour appeler les services de secours et d'incendie.

L'exploitant a présenté :

- le plan d'intervention, affiché notamment dans le sas d'entrée des locaux administratifs. Il indique le lieu et la nature des zones à risques, l'emplacement des extincteurs et issues de secours, et systèmes de déclenchement des exutoires de fumées ;
- le rapport n° 04051820-001, faisant état de la vérification des extincteurs du site par Desautel le 29 janvier 2026. Sur les 48 extincteurs de site, 4 sont à remplacer, les autres sont conformes ;
- le rapport n° BL4442862 pour la livraison et le remplacement par Desautel le 17 mars 2026 des 4 extincteurs cités ci-dessus. De ces constats, l'exploitant dispose d'extincteurs conformes ;
- le registre de sécurité complété par le prestataire Desautel.

Le site ne dispose pas de robinet d'incendie armé sur site, ni de système d'extinction automatique.

L'exploitant a présenté le compte rendu du SDIS60 indiquant le débit des poteaux d'incendie (PI) à proximité du site, mesuré le 23 septembre 2024 :

<p>- PI n° 49 (juste devant le site) : 60 m³/h à 3,90 bar ;</p> <p>- PI n° 48 (à 144 m du site, mesuré sur googlemaps le jour de la visite en présence de l'inspection) : 60 m³/h à 3,50 bar.</p> <p>L'exploitant a pas fourni la preuve de transmission de la mise à jour du plan d'intervention au service d'incendie et de secours (SDIS), par courriel du 2 avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Système de détection et extinction automatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection et extinction automatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté ses systèmes de détection d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bâtiment principal (local de production) est muni de dispositif de détection par aspiration. Des pompes reliées à des réseaux de tuyaux percés, dans l'ensemble du bâtiment, permettent d'acheminer des échantillons d'air du local vers des détecteurs. En cas de présence de fumées, ces détecteurs se déclencheront ; - les locaux techniques (serveur informatique, salle compresseur, armoires électriques process, local centrale incendie, tableau général d'arrivée électrique) sont équipés de détecteurs de fumées. <p>La liste des détecteurs, présente à côté de la centrale d'alarme incendie, montre la répartition des détecteurs. Chaque local à risque incendie, y compris les locaux techniques, est muni de détecteur d'incendie.</p> <p>L'inspection a constaté, par échantillonnages, la présence de ces systèmes sur le terrain.</p>

L'exploitant a présenté :

- la commande de l'installation du système de détection d'incendie daté du 19 mai 2017, justifiant le bon dimensionnement de l'installation, ainsi que la mise en place d'une vérification biannuelle des installations ;
- les derniers rapports de vérification périodique des systèmes de détection automatiques présentés ci-dessus, réalisé par Siemens le 23 janvier 2026 (réf. des rapports : 940179545 et 6LB-0630083957_202601_PM_20260210093313). Ces rapports décrivent les installations comme conformes. Le prestataire a bien rempli le registre de sécurité.

Le site n'est pas équipé de système d'extinction automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.4.1.V

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume de rétention sera au minimum de 325 m³.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

L'exploitant a présenté les éléments de son dossier d'origine de 2012 suivants :

- le dimensionnement du volume d'eau nécessaire pour l'extinction d'un incendie, selon le guide méthodologique D9, à hauteur de 120 m³/h pendant 2 heures ;
- le dimensionnement du volume d'eau à retenir en cas d'incendie, selon le guide méthodologique D9A, à hauteur de 325 m³. Ce volume est recueilli sur la superficie de l'atelier combinée à la voirie de la propriété. La capacité est estimée à 387 m³.

L'exploitant a décrit son organisation pour recueillir les eaux d'extinction d'incendie et les déversements accidentels comme suit :

- 2 kits anti-pollution signalés par un affichage (un dans l'atelier, un aux expéditions à proximité de l'accès poids lourds du site) ;
- vanne d'obturation manuelle sur le réseau unitaire d'eau pluviale - eau usée, en bord de parcelle, pour éviter l'envoi d'eau susceptible d'être polluée dans le réseau de la ville ;
- rétention des eaux d'extinction assurée au niveau de l'atelier, et de la zone étanche extérieure grâce aux trottoirs et à la mise en place de boudins avant l'entrée pour les véhicules poids lourds. L'exploitant a indiqué avoir déjà testé leur mise en place à l'occasion d'un exercice incendie/évacuation.

Ces équipements sont expliqués dans les procédures et consignes, présentés dans le point de contrôle n° 7.

L'inspection a constaté la présence de ces éléments sur le terrain. Les boudins sont à l'abri des intempéries et accessibles à proximité de la zone concernée.

Par courriel du 2 avril 2026, l'exploitant a transmis la fiche d'observation de son dernier exercice d'évacuation, réalisé le 10 février 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérifications périodiques et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Les vérifications périodiques des exutoires de fumées, extincteurs, système de détection d'incendie ont été faites par un prestataire. Ces vérifications ont moins d'un an. Les rapports sont présentés dans les points de contrôle précédents. Les prestataires ont bien complété le registre de sécurité, consulté lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Par courriel du 2 avril 2026, l'exploitant a transmis :

- une photographie du point d'affichage sécurité comprenant notamment l'interdiction de brûlage à l'air libre, l'interdiction de faire du feu, l'interdiction de fumer ;
- le plan d'intervention identifiant les issues de secours, les extincteurs, les zones à risques, les points de déclenchement des systèmes de désenfumage, la localisation des dispositifs de coupures générales des énergies ;
- la consigne pour traiter un déversement accidentel ;
- la consigne en cas d'incendie qui comprend également la procédure d'arrêt d'urgence générale des énergies (électricité, gaz naturel).

Ces 2 consignes et le plan d'intervention sont affichés aux emplacements stratégiques sur le site (à proximité des kits antipollution, au point d'affichage sécurité par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite